

ADMINISTRATION

AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES ET ÉTABLISSEMENTS SOUS TUTELLE

FRR
Fonds de réserve pour les retraites

Décision du 23 juillet 2009 portant délégation de signature

NOR: SASX0930810S

Le président du directoire,

Vu le code de la sécurité sociale, en particulier les articles L. 135-6 à L. 135-15 et R. 135-18 à R. 135-29 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 5 mars 2009 portant nomination au directoire du Fonds de réserve pour les retraites (M. Antoine de Salins) ;

Vu le décret du 8 mars 2007 portant nomination du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu le décret du 2 juillet 2007 portant nomination au directoire du Fonds de réserve pour les retraites (M. Yves Chevalier) ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2002 organisant le contrôle financier du Fonds de réserve pour les retraites ;

Vu le règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites, et en particulier son article D. 7,

Décide :

I. – DÉLÉGATION ACCORDÉE AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Antoine de Salins, membre du directoire, agissant seul, à l'effet de signer :

1. Toute convention, contrat, y compris les marchés publics et tout acte y relatif, notamment lettre d'attribution ou de rejet, leurs avenants, tout bon de commande, pièce administrative, tout acte de la vie civile du Fonds, toute attestation de service fait, tout mandat de paiement et de recette, toute opération sur instruments financiers au titre de la gestion de trésorerie courante du Fonds de réserve pour les retraites, et tout bulletin ou contrat de souscription d'instruments financiers, ainsi que tout bulletin ou contrat de rachat d'instruments financiers.

2. Tout pouvoir spécial, toute attestation, notariée ou non, donnée à un prestataire externe concernant les droits de vote du Fonds de réserve pour les retraites.

La délégation prévue au 1 du présent article :

- est accordée dans la limite d'un montant de frais inférieur ou égal au seuil mentionné à l'article D. 7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites, en ce qui concerne les conventions, contrats, avenants, ou résiliations ou actes d'engagement de marchés publics.
- permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, d'autoriser ou procéder à des visites sur place desdits candidats.

Article 2

Délégation est donnée à M. Yves Chevalier, membre du directoire, agissant seul, à l'effet de signer :

1. Toute convention, contrat, y compris les marchés publics et tout acte y relatif, notamment lettre d'attribution ou de rejet, leurs avenants, tout bon de commande, pièce administrative, tout acte de la vie civile du Fonds, toute attestation de service fait, tout mandat de paiement et de recette, toute opération sur instruments financiers au titre de la gestion de trésorerie courante du Fonds de réserve pour les retraites, et tout bulletin ou contrat de souscription d'instruments financiers, ainsi que bulletin ou contrat de rachat d'instruments financiers.

2. Tout pouvoir spécial, toute attestation, notariée ou non, donnée à un prestataire externe concernant les droits de vote du Fonds de réserve pour les retraites.

La délégation prévue au 1 du présent article :

- est accordée dans la limite d'un montant de frais de gestion inférieur ou égal au seuil mentionné à l'article D. 7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites en ce qui concerne les conventions, contrats, avenants, résiliations ou actes d'engagement de marchés publics ;
- permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, d'autoriser ou procéder à des visites sur place desdits candidats.

II. – DÉLÉGATION ACCORDÉE AUX AGENTS DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

Article 3

Délégation est donnée à M. Nicolas Sobczak, directeur financier, agissant seul, à l'effet de signer :

1. Tout document d'information ou toute communication expliquant les stratégies d'investissements prises par le conseil de surveillance ou le directoire.
2. Toute correspondance ou tout document d'information, à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève de la direction financière.
3. Toute notification de dépassement de ratios et toute demande de paiement d'indemnités liées à un tel dépassement, adressées à l'un des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi relève de la direction financière et dont le montant d'indemnités y afférent est, par opération, inférieur ou égal à cent vingt mille (120 000) euros.
4. En ce qui concerne le gestionnaire « overlay », tout bon de commande notifiant les modalités du risque de change par rapport à un *benchmark*, de rebalancements des portefeuilles des gestionnaires, de gestion tactique, des montants et gestion de trésorerie et, plus généralement, toute notification permettant audit gestionnaire d'effectuer sa mission, dans les conditions et termes des procédures internes précisant les modalités de suivi du gestionnaire overlay et à l'exception des bons de commande dont le montant de frais serait supérieur au seuil mentionné à l'article D. 7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites.
5. Toute attestation de service fait relative aux prestations dont le suivi relève de la direction financière.
6. En ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève de la direction financière.
 - 6.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant, tout bon de commande à l'exception des bons de commande dont le montant de frais correspondant serait supérieur au seuil mentionné à l'article D. 7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites. Le présent 6.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.
 - 6.2. La délégation prévue au 6.1 et 6.2 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.
7. Tout ordre de service, cahier opérationnel ou technique et tout avenant ou acte lié à ces documents, conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.
8. M. Nicolas Sobczak est habilité à représenter le Fonds de réserve pour les retraites à tout comité consultatif dans le cadre d'organismes de placement collectif français ou étrangers, et, à cet effet, signer tout compte rendu, procès-verbal.

Article 4

Délégation est donnée à M. Philippe Aurain, directeur délégué à la direction financière et responsable de la gestion d'actifs non cotés agissant seul, à l'effet de signer :

1. Tout document d'information ou toute communication expliquant les stratégies d'investissements prises par le conseil de surveillance ou le directoire.
2. Toute correspondance ou tout document d'information, à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève de la direction financière.
3. Toute notification de dépassement de ratios et toute demande de paiement d'indemnités liées à un tel dépassement, adressées à l'un des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi relève de la direction financière et dont le montant d'indemnités y afférent est, par opération, inférieur ou égal à cent vingt mille (120 000) euros.
4. En ce qui concerne le gestionnaire « overlay », tout bon de commande notifiant les modalités du risque de change par rapport à un *benchmark*, de rebalancements des portefeuilles des gestionnaires, de gestion tactique, des montants et gestion de trésorerie et, plus généralement, toute notification permettant audit gestionnaire d'effectuer sa mission, dans les conditions et termes des procé-

dures internes précisant les modalités de suivi du gestionnaire overlay et à l'exception des bons de commande dont le montant de frais correspondant serait supérieur au seuil mentionné à l'article D.7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites.

5. Toute attestation de service fait relative aux prestations dont le suivi relève de la direction financière.

6. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève de la direction financière.

6.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant, tout bon de commande à l'exception des bons de commande dont le montant de frais correspondant serait supérieur au seuil mentionné à l'article D.7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites. Le présent 6.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

6.2. La délégation prévue au 6.1 et 6.2 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

7. Tout ordre de service, cahier opérationnel ou technique et tout avenant ou acte lié à ces documents, conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

8. M. Philippe Aurain est habilité à représenter le Fonds de réserve pour les retraites à tout comité consultatif dans le cadre d'organismes de placement collectif français ou étrangers, et, à cet effet, signer tout compte rendu, procès-verbal.

Article 5

Délégation est donnée à M. Jaouhar Mouldi, responsable du département allocation stratégique, agissant seul, à l'effet de signer :

1. Tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification, toute correspondance à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève du département allocation stratégique.

2. Toute attestation de service fait relative aux services dont le suivi relève du Département allocation stratégique.

3. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève du département allocation stratégique :

3.1. Toute pièce administrative, toute lettre aux candidats, tout avenant. Le présent 3.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

3.2. La délégation prévue au 3.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 6

Délégation est donnée à Mme Anne Courrier, responsable du département gestion d'actifs cotés, agissant seule, à l'effet de signer :

1. Tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification, toute correspondance à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève du département gestion d'actifs cotés.

La délégation consentie au 1. du présent article concerne en particulier toute notification de défaut de conformité ou toute demande de paiement d'indemnités liée à un tel défaut, adressée à l'un des gestionnaires d'actifs du Fonds de réserve pour les retraites dont le montant d'indemnités y afférent est, par opération, inférieur ou égal à cinquante mille (50 000) euros.

2. Toute attestation de service fait relative à des prestations dont le suivi relève du Département gestion d'actifs cotés.

3. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève du département d'actifs cotés :

3.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant, tout bon de commande à l'exception des bons de commande dont le montant de frais correspondant serait supérieur au seuil mentionné à l'article D.7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites. Le présent 3.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

3.2. La délégation prévue au 3.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 7

Délégation est donnée à M. Laurent Degioanni, responsable du département allocation tactique, agissant seul, à l'effet de signer :

1. Tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification, toute correspondance à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi de prestations relève du département allocation tactique.

La délégation accordée au 1 du présent article concerne en particulier toute notification de défaut de conformité et toute demande de paiement d'indemnités dont le montant d'indemnités y afférent est, par opération, inférieur ou égal à cinquante mille (50 000) euros.

2. Toute attestation de service fait relative à des prestations dont le montant relève du Département allocation tactique.

3. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève du département allocation tactique :

3.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant, tout bon de commande à l'exception des bons de commande dont le montant de frais correspondant serait supérieur au seuil mentionné à l'article D. 7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites. Le présent 3.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

3.2. En ce qui concerne les bons de commande du gestionnaire « overlay » : tout bon de commande notifiant les modalités du risque de change par rapport à un *benchmark*, de rebalancements des portefeuilles des gestionnaires, de gestion tactique, des montants et gestion de trésorerie, dans les conditions et termes des procédures internes précisant les modalités de suivi du gestionnaire « overlay » et dans les limites du point 3.1 du présent article.

3.3. La délégation prévue au 3.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 8

Mme Françoise Tauzinat, directrice d'investissement au département gestion d'actifs non cotés, est habilitée à représenter le Fonds de réserve pour les retraites à tout comité consultatif dans le cadre d'organismes de placement collectif français ou étrangers, et, à cet effet, signer tout compte rendu, procès-verbal.

Article 9

Mme Marie Aymard-Lefauve, directrice d'investissement au département gestions d'actifs non cotés, est habilitée à représenter le Fonds de réserve pour les retraites à tout comité consultatif dans le cadre d'organismes de placement collectif français ou étrangers, et, à cet effet, signer tout compte rendu, procès-verbal.

III. – DÉLÉGATION ACCORDÉE AUX AGENTS DE LA DIRECTION DES OPÉRATIONS

Article 10

Délégation est donnée à Mme Maria Rucli, directrice des opérations, agissant seule, à l'effet de signer :

1. Toute déclaration fiscale ou sociale du Fonds de réserve pour les retraites, toute demande ou réponse de quelque nature qu'elle soit à l'attention des administrations fiscale ou sociale.

2. Tout document ou formulaire relevant de la fiscalité du Fonds de réserve pour les retraites, notamment tout document d'ouverture de comptes ou de récupération d'impôts.

3. Tout pouvoir spécial, toute attestation, notariée ou non, donnée à l'un des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites concernant les droits de vote du Fonds.

4. Tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification, toute correspondance à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève de la direction des opérations.

5. Toute attestation de service fait relative à des services dont le suivi relève de la direction des opérations.

6. En ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, ou tout autre convention et contrat dont le suivi relève de la direction des opérations.

6.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant, tout bon de commande à l'exception des bons de commande dont le montant de frais correspondant serait supérieur au seuil mentionné à l'article D. 7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites. Le présent 6.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

6.2. La délégation prévue au 6.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

7. Tout engagement, tout mandat de paiement et titre de recette relevant de la gestion du budget du Fonds de réserve pour les retraites, dans la limite d'un montant inférieur ou égal à cinq cent mille (500 000) euros TTC, qui sont liés à la fonction d'ordonnateur de la direction des opérations.

8. Tout ordre de service, cahier opérationnel ou technique et tout avenant ou acte à ces documents, conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

9. Toute lettre de demande d'information complémentaire adressée à un candidat lors de la passation de marchés publics ou dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 11

Délégation est donnée à M. Christophe Aubin, directeur délégué à la direction des opérations et responsable de la gestion globale des risques, agissant seul, à l'effet de signer :

1. Toute déclaration fiscale ou sociale du Fonds de réserve pour les retraites, toute demande ou réponse de quelque nature qu'elle soit à l'attention des administrations fiscale ou sociale.

2. Tout document ou formulaire relevant de la fiscalité du Fonds de réserve pour les retraites, notamment tout document d'ouverture de comptes ou de récupération d'impôts.

3. Tout pouvoir spécial, toute attestation, notariée ou non, donnée à l'un des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites concernant les droits de vote du Fonds.

4. Tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification, toute correspondance à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève de la direction des opérations.

5. Toute attestation de service fait relative à des services dont le suivi relève de la direction des opérations.

6. En ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, ou tout autre convention et contrat dont le suivi relève de la direction des opérations :

6.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant, tout bon de commande à l'exception des bons de commande dont le montant de frais correspondant serait supérieur au seuil mentionné à l'article D. 7-2 du règlement intérieur du Fonds de réserve pour les retraites. Le présent 6.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

6.2. La délégation prévue au 6.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

7. Tout engagement, tout mandat de paiement et titre de recette relevant de la gestion du budget du Fonds de réserve pour les retraites, dans la limite d'un montant inférieur ou égal à cinq cent mille (500 000) euros TTC, qui sont liés à la fonction d'ordonnateur de la direction des opérations.

8. Tout ordre de service, cahier opérationnel ou technique et tout avenant ou acte lié à ces documents, conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

9. Toute lettre de demande d'information complémentaire adressée à un candidat lors de la passation de marchés publics ou dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 12

Délégation est donnée à Mme Isabelle Boubliil responsable du département middle-office, agissant seule, à l'effet de signer :

1. Tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification, toute correspondance à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève de département middle-office ainsi que toute correspondance relative au système d'information et à l'informatique du Fonds de réserve pour les retraites.

2. Toute attestation de service fait relative à des prestations dont le suivi relève du département middle-office.

3. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève du département middle-office :

3.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant. Le présent 3.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

3.2. La délégation prévue au 3.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

4. Tout ordre de service, cahier opérationnel ou technique et tout avenant ou acte lié à ces documents, conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 13

Délégation est donnée à Mme Bénédicte Paulze d'Ivoy, responsable du département conseil juridique, agissant seule, à l'effet de signer :

1. Tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification, toute correspondance à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève du département conseil juridique.

2. Tout pouvoir spécial, toute attestation, notariée ou non, donnée à un prestataire externe concernant les droits de vote du Fonds de réserve pour les retraites.

3. Tout document ou formulaire relatif à la fiscalité du Fonds de réserve pour les retraites, notamment tout document d'ouverture de comptes ou de récupération d'impôts.

4. Toute attestation de service fait relative à des prestations dont le suivi relève du département conseil juridique.

5. En ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève du département conseil juridique :

5.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant. Le présent 5.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

5.2. La délégation prévue au 5.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

6. Toute lettre de demande d'information complémentaire adressée à un candidat lors de la passation de marchés publics ou dans le cadre de procédures de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

7. Tout ordre de service, cahier opérationnel ou technique et tout avenant ou acte lié à ces documents, conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 14

Délégation est donnée à Mme Réka May, responsable du département gestion des risques financiers et performance, agissant seule, à l'effet de signer :

1. Toute correspondance, tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève du département gestion des risques financiers et performance.

2. Toute attestation de service fait relative à des prestations dont le suivi relève du département gestion des risques financiers et performance.

3. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève du département gestion des risques financiers et performance :

3.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant. Le présent 3.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

3.2. La délégation prévue au 3.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 15

Délégation est donnée à Mme Jeanne Morand, responsable du département ressources humaines et contrôle de gestion, agissant seule, à l'effet de signer :

1. Toute déclaration fiscale ou sociale du Fonds de réserve pour les retraites, toute demande ou réponse de quelque nature qu'elle soit à l'attention des administrations fiscale ou sociale.

2. Tout courrier d'information, de recommandation, de justification, et plus généralement toute correspondance, dans le respect des alinéas de cet article, à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève ou pourrait relever du Département ressources humaines et contrôle de gestion.

3. Toute attestation de service fait relative à des services dont le suivi relève du département ressources humaines et contrôle de gestion.

4. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, ou tout autre convention et contrat dont le suivi relève du département ressources humaines et contrôle de gestion :

4.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout ordre de service, tout avenant, sans implication de montant.

Le présent 4.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les ordres de services, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

4.2. La délégation prévue au 4.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

5. Tout engagement, tout mandat de paiement et titre de recette relevant de la gestion du budget du Fonds de réserve pour les retraites, dans la limite d'un montant inférieur ou égal à deux cent mille (200 000) euros TTC, qui sont liés à la fonction d'ordonnateur.

6. Toute lettre de demande d'information complémentaire adressée à un candidat lors de la passation de marchés publics ou dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence pour les besoins du Fonds de réserve pour les retraites.

IV. – DÉLÉGATION ACCORDÉE AUX AGENTS DU PÔLE INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Article 16

Délégation est donnée à Nada Villerman Lécolier, responsable du pôle investissement, agissant seule, à l'effet de signer :

1. Toute correspondance, tout document d'information, de recommandation, toute demande de justification à l'attention des prestataires du Fonds de réserve pour les retraites dont le suivi des prestations relève du Pôle Investissement Responsable.

2. Toute attestation de service fait relative à des prestations dont le suivi relève du pôle Investissement responsable.

3. Et, pour ce qui concerne les marchés publics ou les contrats conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence dont le suivi relève du pôle Investissement responsable :

3.1. Toute pièce administrative, lettre aux candidats, tout avenant. Le présent 3.1 ne concerne pas les lettres d'attribution, lettres de rejet, les conventions, les contrats, les actes d'engagement, les avenants portant sur la modification du montant d'un marché ou tout document décidant de la résiliation partielle ou totale d'un marché.

3.2. La délégation prévue au 3.1 du présent article permet à son titulaire, dans les limites prévues par la réglementation applicable, de conduire les négociations avec les candidats ou d'entendre ces derniers ainsi que, le cas échéant, de procéder à des visites sur place des candidats ou prestataires du Fonds de réserve pour les retraites.

Article 17

Les délégations accordées ci-dessus cessent de produire effet à compter du jour où leurs bénéficiaires cessent d'exercer les fonctions au titre desquelles ces délégations leur ont été consenties.

Article 18

Les décisions portant délégation de signature du 13 septembre 2007 et du 22 novembre 2007 sont abrogées.

Fait à Paris, le 23 juillet 2009.

Le président du directoire,
A. DE ROMANET